



Crise à Chypre: Et si le rêve européen touchait à sa fin?

Par [Alexandre Latsa](#)

Mondialisation.ca, 27 mars 2013

[Le blog d'Alexandre Latsa](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#)

Un peu d'histoire

Les récents événements à Chypre ont donné lieu à un déferlement médiatique excessif et souvent bien éloigné de la réalité. La partie sud de l'île de Chypre (la partie nord étant envahie militairement par la Turquie depuis 1974) est peuplée de 770.000 habitants et ne représente que 0,3% du PIB de la zone euro. L'île, bien que relativement méconnue du grand public, du moins jusqu'à cette crise, a eu une histoire très tumultueuse la partageant largement entre l'Occident et l'Orient. Les lecteurs souhaitant en savoir plus peuvent consulter cette [histoire illustrée](#) de l'île s'arrêtant à 2004.

C'est justement à cette date que Chypre a intégré l'Union Européenne (le pays étant le plus riche des nouveaux entrants à l'époque) puis en 2008 Chypre a intégré la zone euro. A ce moment l'île connaissait déjà des afflux de capitaux russes et la législation fiscale y était déjà sensiblement la même qu'aujourd'hui. La même année la crise financière a frappé l'île comme tous les pays occidentaux et lors de la restructuration de la dette Grecque, les actifs des banques Chypriotes (qui contenaient une forte proportion de bons du trésor grecs) ont été brutalement dévalorisés par cette décision de l'Eurogroupe. Le pays en 2011 avait pourtant une dette en pourcentage du PIB [inférieure](#) à celle de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. Jacques Sapir [rappelle](#) en outre que les banques chypriotes ont aujourd'hui des actifs qui sont égaux à 7,5 fois le PIB de l'île, alors que la moyenne dans l'UE est de 3,5 fois, mais que c'est largement moins par exemple que le Luxembourg dont les actifs bancaires pèsent 22 fois le PIB.

Le racket fiscal: nouvelle solution pour régler la crise?

La Troïka (une alliance de la BCE, du FMI et de l'UE) a donc choisi une mesure radicale pour récupérer la trésorerie nécessaire au renflouement des banques: le prélèvement de l'argent via une ponction obligatoire pour tous les détenteurs de comptes sur l'île. Une mesure sans précédent et vraisemblablement contraire à toutes les normes juridiques bancaires internationales, que les autorités russes ont qualifié non seulement [d'injustes et dangereuses](#) et qui montrent bien selon eux que le modèle économique néolibéral est complètement [épuisé](#). Des officiels russes ont même parlé d'une mesure de [type soviétique](#) et la presse russe à elle titré sur la fin de [l'Europe civilisée](#).

Les commentateurs français quand à eux ont ces derniers jours au contraire justifié ce racket fiscal imposé sur les comptes chypriotes par la Troïka en affirmant qu'après tout on y prélevait de l'argent sale et russe, ou russe et donc sale, et que par conséquent la mesure

était justifiée. Mention spéciale à Marc Fiorentino pour qui il ne faut pas « [s'emmerder](#) » avec ce pays (...) Dans « lequel les gens ne payent pas leurs impôts (...) Et en frappant l'argent de la mafia russe ». Les Chypriotes apprécieront. Pour Christophe Barbier la mesure vise « l'argent [pas propre](#) de Chypre » ce que les milliers de petits salariés qui risquent d'être maintenant licenciés auront sans doute du mal à croire.

Les politiques ne sont pas en reste. Pour le Ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères Bernard Cazeneuve « il est normal que les oligarques russes payent », pour Alain Lamassoure « il est normal que la lessiveuse à laver l'argent sale qu'est Chypre soit arrêtée et que les oligarques russes payent » et pour Daniel Cohn-Bendit « qu'on taxe un oligarque russe ne va pas lui faire mal digérer ce qu'il a mangé ce soir » ([sources](#)). Quand a François d'Aubert il [affirme](#) lui « qu'il n'y a pas de raison que le contribuable européen finance l'épargne des oligarques russes ».

On aimerait bien entendre les mêmes commentateurs sur les investissements russes en Angleterre, ce pays qui accorde le droit de résidence à un grand nombre d'oligarques dont on peut grandement douter qu'ils aient fait fortune légalement, ou même et pour faire plus proche sur nombre d'investissements russes en France notamment sur la cote d'Azur à la fin des années 90.

Romarc Gaudin [remet lui relativement les pendules à l'heure](#) en rappelant que « Les Européens, prompts à pleurer sur le sort peu enviable de Mikhaïl Khodorkovski oublient que ce dernier avait construit son empire sur la banque Menatep, basée à... Chypre » ou encore que « Lorsque l'argent russe va vers Chypre, il est forcément sale. En revanche, lorsque l'argent russe construit un gazoduc sous la baltique vers l'Allemagne, investit dans le football britannique, il devient respectable ».

Les mythes sur Chypre ont la peau dure

A Chypre, en y regardant de plus près, la situation n'est pas vraiment celle décrite dans la presse francophone.

D'après l'économiste [Natalia Orlova](#), le montant des dépôts dans les banques chypriotes s'élève à 90 milliards d'euros (particuliers et entreprises) dont seulement 30% est détenu par des personnes (morales ou physiques) pas originaires de la zone Euro. Les dépôts russes à Chypre sont selon elles estimés à environ 20 milliards et 13 milliards correspondent à des dépôts grecs, britanniques mais aussi du Moyen-Orient. L'immatriculation de sociétés a en effet contribué à la fortune de Chypre, qui offre il est vrai un cadre légal et fiscal avantageux et très souple. De nombreuses sociétés se sont ainsi très logiquement et légalement domiciliées à Chypre, au sein de l'Union Européenne. Parmi elles de nombreuses sociétés russes ayant des activités économiques intenses avec l'UE, bénéficiant à Chypre d'un régime fiscal avantageux (I.S à 10%) et d'un traité de non double imposition leur permettant donc de rapatrier leurs profits en Russie sans être taxées deux fois.

Les arguments basés sur la « volonté de lutter » contre le blanchiment d'argent sale et russe, ou russe et forcément sale, ont tourné à la caricature grotesque puisque si les dépôts russes à Chypre se montent à environ 20 milliards d'euros, à titre de comparaison l'an passé, on a enregistré 120 milliards d'euros de mouvements de fonds russes vers Chypre, mais aussi et surtout 130 milliards d'euros de mouvements de fonds de Chypre vers la Russie (sources [ici](#) et [la](#)). Depuis 2005 les investissements de Chypre vers la Russie sont [supérieurs](#) aux investissements de Russie vers Chypre! Selon Marios Zachariadis,

professeur d'économie à l'université de Chypre: « la proportion des avoirs étrangers illégaux à Chypre n'est pas supérieure à ce qu'elle est en Suisse ou au [Luxembourg](#) », pays qui vient par ailleurs il y a peu de [signer](#) le traité de non double imposition avec la Russie tout comme Chypre. Une réalité confirmée par le secrétaire d'Etat allemand aux Finances, Stefan Kampeter qui a [explicitement affirmé](#) qu'il « n'y avait aucun signe à Chypre de dépôt illégal et que les allégations de blanchiment d'argent contre Chypre ne pouvaient être prouvées ».

Le parlement chypriote a voté contre le pan initial de la Troïka qui envisageait un prélèvement obligatoire sur tous les comptes de l'île et c'est seulement dans la nuit de dimanche à lundi dernier qu'un accord a été trouvé, à savoir le prélèvement de 100% des actifs au-dessus de 100.000 euros sur tous les comptes de la banque la plus malade de l'île, et un pourcentage non encore fixé (30 à 40%) au-dessus de 100.000 euros sur tous les comptes de la seconde grande banque du pays. En clair, le racket pur et simple de l'argent chypriote et non chypriote (russe, est européen, anglais et oriental) massivement stocké dans les deux principales banques de l'île. Est-ce normal que des actifs étrangers légaux payent pour la crise grecque? Peut-on imaginer les sociétés françaises ou américaines de Russie se faire taxer 40% de leurs actifs pour payer la dette d'un pays qui au sein de l'Union Eurasiatique serait mal en point? On peut tenter d'imaginer la réaction américaine dans une telle situation.

La guerre financière, entre énergie et orthodoxie

Chypre apparaît en réalité de plus en plus comme un maillon ([un pion](#) pour Thierry Meyssan) au cœur d'une tension géopolitique opposant de plus en plus directement et frontalement la Russie et l'Occident.

L'Eurogroupe a sans doute rempli ses objectifs réels. Tout d'abord celui de prendre une mesure test sur un pays de petite taille et qui a sans doute servi de laboratoire. Déjà [l'Espagne](#) et la [Nouvelle Zélande](#) se sont dites prêtes à faire passer une mesure similaire, pour combler le déficit de leurs systèmes bancaires. Nul doute que la liste va s'allonger. Les conséquences vont sans doute être très lourdes et pourraient insécuriser de nombreux titulaires de comptes dans la zone Euro. Bien que l'Eurogroupe répète en boucle que Chypre est un cas bien à part, nombreux sont les Européens tentés de déplacer leurs actifs financiers ailleurs, et sans doute outre-Atlantique, affaiblissant ainsi de plus en plus l'Europe et la zone euro. Les Chypriotes l'ont bien compris en brandissant dans la rue des pancartes « Nous ne serons pas vos cobayes » et alors que les rues de Nicosie sont pleines de messages adressés aux [frères orthodoxes russes](#) et que les manifestations de ces derniers jours voient [fleurir](#) les drapeaux russes.

Après la faillite de la Grèce, la Russie s'était engagée il y a près d'un an sur la voie du rachat du consortium gazier grec DEPA/DESFA par Gazprom. Ces négociations intervenaient quelques mois après la chute du régime libyen (et la perte [financière](#) importante liée pour Moscou) mais elles se sont visiblement arrêtées lorsqu'il y a un mois le département d'Etat américain a tout simplement mis en garde Athènes contre une coopération énergétique avec Moscou et déconseillé une cession de DEPA à Gazprom qui « permettrait à Moscou de renforcer sa domination sur le marché énergétique de la région ». Empêcher une plus grande intégration économique Russie-UE est-il vraiment dans l'intérêt de l'Europe aujourd'hui alors que le président chinois vient de faire sa première visite internationale à Moscou avec à la clef une très forte intensification de la coopération politique, militaire mais aussi et surtout [énergétique](#) entre les deux pays ?

En sanctionnant ainsi directement les actifs russes dans les banques de Chypre, c'est la Russie qui est directement visée et touchée. Bien sur les Russes ont logiquement des visées et elles sont bien plus importantes que la simple exploitation du gaz offshore dont le consortium russe Novatek a été exclu de façon assez [inexpliquée](#). D'après l'expert en relations internationales [Nouriel Roubini](#), la Russie vise simplement l'installation d'une base navale sur l'île (ce que les lecteurs de RIA-Novosti savent depuis [septembre](#) dernier) et que les Russes pourraient tenter de monnayer en échange d'une aide financière à Nicosie.

A ce titre, les négociations russo-chypriotes n'ont pas échoué contrairement à ce que beaucoup d'analystes ont sans doute hâtivement conclu. Mais Chypre ne se trouve sans doute pas suffisamment dans la sphère d'influence russe au vu de la dimension de tels enjeux. Il faudrait pour cela qu'elle quitte l'UE et rejoigne la Communauté économique eurasiatique, comme l'a clairement [indiqué](#) Sergueï Glaziev, le conseiller du président Poutine.

Il faut rappeler que Sergueï Glaziev avait au début de cette année [dénoncé](#) la « guerre financière totale que mènent les pays occidentaux contre la Russie aujourd'hui ». Une guerre financière qui semble confirmée par les dernières [menaces](#) de la BCE envers la Lettonie pour que celle-ci n'accueille pas d'éventuels capitaux russes qui pourraient vouloir sortir de Chypre.

Sur le plan extérieur, Chypre reste un maillon crucial pour la Russie dans le cadre de son retour au [Moyen-Orient](#) et en Méditerranée, mais aussi dans le cadre de ses relations avec l'Occident. Sur le plan intérieur, le pouvoir russe peut enfin montrer qu'il est décidé à maintenir ses objectifs de lutte contre l'[offshorisation](#) de l'économie russe, dont Vladimir Poutine avait fait un point essentiel, dans son discours de fin d'année 2012. C'est dans cette optique que le groupe public russe Rosneft vient d'indiquer qu'il [allait rapatrier](#) de plusieurs zones du monde réputées offshore les actifs hérités lors de l'acquisition de son concurrent anglais: TNK-BP, notamment de Chypre et des Caraïbes.

Au cœur du monde orthodoxe, la fin du rêve européen?

Mais pendant qu'Occident et Russie s'affrontent par territoires interposés au cœur de la Méditerranée (Grèce, Syrie, Chypre...) le peuple chypriote et les dizaines de milliers de travailleurs anglais et est-européens immigrés à Chypre vont payer la facture et sans doute traverser des années difficiles, Jean Luc Mélenchon a par exemple déjà promis [l'enfer](#) aux Chypriotes.

Alors que la Bulgarie a [récemment](#) interrompu ses négociations d'intégration à l'euro, la Grèce continue à s'enfoncer dans l'austérité. A Chypre aujourd'hui, selon les derniers sondages, [67%](#) des habitants souhaitent désormais que leur pays quitte la zone euro, l'UE, et se rapproche de la Russie, une position soutenue activement par l'église orthodoxe chypriote.

Au cœur de la Méditerranée et du monde orthodoxe, le rêve européen semble toucher à sa fin.

Alexandre Latsa

[Alexandre Latsa](#) est un journaliste français qui vit en Russie et anime le site *DISSONANCE*, destiné à donner un « autre regard sur la Russie ».

Articles Par : [Alexandre Latsa](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca